

que le prolongement de cette prise de conscience.

Il n'en reste pas moins que les paysans travailleurs n'ont pas à accepter cette notion de prix de revient qui réunirait tous les producteurs dans le même intérêt ; car cela signifierait un dangereux repli sur le corporatisme. Nous devons au contraire soutenir la revendication de 67,73 centimes, mais en montrant qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir là dessus solidarité de tous les producteurs. Ne serait-ce que parce que certains d'entre eux les ont déjà atteints dans les faits, grâce aux primes diverses 4 centimes pour la quantité, 1 centimes par gramme de matière grasse, 3 ou 4 centimes pour la qualité.

Face à cela, les paysans travailleurs doivent avancer les revendications qui permettront l'unité d'action sur la base des intérêts des petits producteurs ;

— L'INTEGRATION DES PRIMES DANS LE PRIX DE BASE

— LES PETITS PAYSANS NE DOIVENT PAS SE BATTRE POUR LES GROS PRODUCTEURS !

— UN MEME PRIX POUR TOUS LES PRODUCTEURS !

Ce mot d'ordre doit permettre de faire l'unité des petits paysans, traditionnellement divisés par la compétition économique.

b) Qui dirige la lutte ?

Tous les efforts des paysans travailleurs doivent (aussi bien dans un but d'efficacité immédiate que d'éducation à long terme) tendre à dissocier les intérêts des petits paysans, de ceux des gros producteurs, à faire éclater la lutte de classes qui divise et divisera de plus en plus les agriculteurs. C'est le sens des revendications définies ci-dessus.

Et le fait que les paysans travailleurs n'aient pas été prêts à ces affrontements aurait pu coûter cher au mouvement. En particulier sur le plan des structures de lutte. Car certains bureaucrates de la FRSEA qui défendent les intérêts des gros producteurs, n'ont pas hésité à se rallier au mouvement, pour mieux le canaliser ensuite, s'ils avaient pu, vers un contrat de progrès, comme le souhaitait Possémé, ou l'application de mesures socio-culturelles, comme le réclamaient les dirigeants du Maine-et-Loire.

La question qui se pose est donc de savoir qui organise le mouvement et négocie en pareil cas. Les producteurs en lutte, ou les dirigeants qui se soucient parfois fort peu

des petits paysans ?

Si les comités de défense des producteurs ont souvent impulsé la lutte, et ont essayé de l'organiser, à la base, au niveau des entreprises, ces comités n'existent pas partout. De plus, il est clair qu'eux-mêmes ont parfois été dépassés — et c'est normal — dans la mesure où ils n'étaient plus seuls à assumer la lutte, mais submergés par la masse des producteurs. Or, pendant ce temps, les bureaucrates de la fédération régionale, ou même nationale, ne restaient pas inactifs. Debatisse n'a-t-il pas essayé de résoudre le problème à sa façon à Paris, avec Chaban et Cointat ?

Pour que les producteurs en lutte ne soient pas victimes de toutes ces manœuvres, il faudra donc, à l'avenir, et partout où cela sera possible créer des comités de grève au niveau de chaque entreprise. Ces comités, représentant tous les producteurs en lutte, doivent comprendre des militants élus, parmi les plus combattifs. Qu'ils soient inorganisés, membres de Comité de défense, ou même représentants du MODEF ou d'une U.C. de S.E.A. comme dans le Finistère, peu importe, pourvu qu'ils soient effectivement choisis combattifs, et qu'ils soient révocables au cas où ils ne seraient plus d'accord avec l'ensemble des grévistes.

C'est notamment à ces comités qu'incomberait de diffuser l'information, d'impulser la solidarité, de l'organiser pour la rendre la plus efficace possible.

Mais, aussi parfaitement organisée soit-elle à la base, l'action peut encore être dévoyée si un comité central de grève n'est pas élu pour représenter tous les comités d'entreprise, coordonner leur lutte, et mener la négociation.

Ainsi seulement les luttes futures des paysans ne risqueront pas d'être dévoyées par des dirigeants qui jugent préférables de s'y rallier plutôt que de les combattre ouvertement.

c) La liaison paysans - ouvriers

Si l'on a vu, de ci, de là, s'organiser la solidarité, par des distributions de lait notamment, il est clair que cet aspect, pourtant essentiel de la lutte, n'a été développé que de façon embryonnaire.

Et pourtant, durant la deuxième semaine de grève, le mouvement a manqué d'un soutien que beaucoup de travailleurs étaient prêts à lui accorder et qui aurait sans aucun doute, contribué à instaurer vis-à-vis du pouvoir et des patrons, un rapport de forces bien supérieur, alors